

## La guêpe contre le coléoptère

■ Une petite guêpe parasite (*Asecodes hispinarum*) aide à sauver l'exploitation du cocotier dans plusieurs pays du Pacifique et d'Asie des ravages d'un insecte qui se nourrit des jeunes pousses. Les attaques du brontispe du cocotier (*Brontispa longissima Gestro*) détruisent les feuilles des arbres et provoquent une chute des rendements en noix de coco. Si le cocotier est jeune ou pousse en milieu hostile, il peut en mourir. Le coléoptère a récemment envahi les plantations de Nauru et cause des pertes énormes en Chine, aux Maldives, en Thaïlande et au Vietnam. Il infestait déjà des zones de Papouasie-Nouvelle-Guinée et plusieurs autres îles du Pacifique. La FAO a lancé des campagnes de lutte biologique dans tous les pays touchés, avec des élevages en masse de la guêpe parasite qui s'attaque à la larve du coléoptère.

## L'argent frais du lait

■ Le Projet de centre de collecte de lait des petits exploitants de Kazungula a créé un nouveau marché pour les éleveurs zambiens. La capacité d'achat des Laiteries danoises Finta de Livingstone est de 40 000 l de lait par jour, ce qui offre des débouchés commerciaux et un revenu complémentaire appréciable à quelque 360 éleveurs des alentours de Kazungula, une zone sujette à la sécheresse. Ils gagnent à l'heure actuelle 1,5 \$ US (1,25 €) par jour et pourraient parvenir à 2,50 \$ (2 €). Cela les encourage à acquérir des races laitières améliorées et à recourir aux techniques d'insémination artificielle, augmentant ainsi d'autant leurs chances d'accroître leurs revenus. Ce dispositif a été étendu à dix autres zones d'élevage bovin du pays.

## La qualité gagnante

■ La création au Sénégal d'une filière de production et de commercialisation horticole en partenariat avec des opérateurs espagnols, des îles Canaries notamment, porte ses fruits : Greenmarket qui commercialise des fruits et légumes sur le marché européen a quitté l'Amérique latine pour le Sénégal, séduit par la qualité des approvisionnements sénégalais. À l'origine de ce succès, une longue tradition sénégalaise de jardinage et, depuis 1984, après la sécheresse, une volonté de mener une politique de développement de l'horticulture à l'instar du Kenya, champion africain de l'exportation de fruits et légumes.

# La cartographie pour le changement



Photo: © G. Rambaldi

■ Les membres de l'Association de gestion collective de Kasika, au nord-est de la Namibie, utilisent des moyens modernes d'information géospatiale pour créer des cartes détaillées des espèces sauvages et des ressources de subsistance. Au Kenya, la minorité des Ogiek se sert des nouvelles technologies cartographiques comme outils de communication et de défense de ses droits ancestraux. De même, trois villages Tinto, dans la province du sud-ouest du Cameroun, ont compilé une carte et un plan de gestion de la forêt afin de décrocher un contrat de gestion forestière.

Chacune de ces communautés a utilisé des Systèmes participatifs d'information géographique (SPIG) pour collecter et analyser des données géospatiales et cartographier son territoire. La pratique des SPIG marque un tournant passionnant dans l'évolution rapide des approches participatives du développement.

Une conférence sur la gestion participative et la communication de l'information spatiale, organisée par le CTA et parrainée par de nombreux bailleurs, s'est tenue à Nairobi (Kenya) en septembre 2005. Venu de 45 pays, les 156 participants ont partagé leurs expériences et discuté des bénéfices et des défis qui les attendent.

Un SPIG combine divers outils et méthodes de gestion de l'information géospatiale tels que cartes à main levée, modélisation participative 3D, interprétation collective de photos aériennes et d'images par satellite, système de positionnement global (GPS) et cartographie GIS. À la différence des approches classiques, cette pratique implique les populations

locales dans la représentation visuelle de leurs ressources naturelles et dans l'emploi de ces représentations pour communiquer efficacement avec des organismes politiques ou économiques. Selon Giacomo Rambaldi du CTA, l'un des organisateurs clés de la conférence, "les communautés gagnent en pouvoir et en autonomie grâce aux SPIG, du fait que les applications des technologies géospatiales sont intégrées, conviviales et fondées sur la demande." Utilisés à bon escient, les SPIG peuvent donc



Photo: © J. Verplanken

La conférence de Nairobi sur la communication spatiale a suscité des échanges passionnants entre les participants venus de 45 pays.

faire une grande différence dans les capacités des communautés à affirmer leurs droits sur les ressources naturelles et à protéger leurs savoirs et usages traditionnels d'une exploitation extérieure.

Comme en témoigne le nombre croissant d'initiatives de pratique des SPIG dans le Sud, les populations locales peuvent, après une miniformation, utiliser un vaste éventail d'outils et de systèmes de gestion de l'information géographique. Bien qu'en

relativement élevé, le coût des technologies a fort baissé et le matériel est devenu plus compact, plus léger et plus facile d'emploi. Les applications incluent la planification et la gestion du terroir, la protection de la faune et de la flore, la détermination des titres et des droits fonciers, la négociation des frontières et de l'utilisation de ressources, la gestion des conflits, la sauvegarde du patrimoine culturel et le suivi évaluation participatif.

Une participation véritable est toutefois la clé d'un bon usage des SPIG. Et pour que le processus fonctionne bien, il faut un bon équilibre entre participants locaux et facilitateurs externes compétents dans l'utilisation des systèmes. Il serait utile de mettre au point un guide des bonnes pratiques afin que les SPIG répondent aux besoins des divers groupes du Sud.

Parallèlement à la conférence, le CTA a parrainé un cours auquel ont assisté 33 participants d'Afrique et d'Iran, cours organisé et financé en collaboration avec l'Institut international de science de la géo-information et d'observation de la terre (ITC), Ermis-Africa et le Fonds Christensen. En 2005, le Centre

a aussi lancé un projet SPIG aux Fidji et s'est joint au Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et au Secrétariat général de la communauté du Pacifique (SPC) pour publier une édition spéciale de *Apprentissage et action participatifs (PLA)*, à paraître en mars 2006. Une vidéo de formation sur les SPIG est aussi prévue pour 2006.